

Fonds de pension : la nouvelle crise qui menace les Etats-Unis

Elesechos.fr /finance-marches/marches-financiers/0212105818247-fonds-de-pension-la-nouvelle-crise-qui-menace-les-etats-unis-2087856.php

18/05/2017

La ville Détroit acculée faillite, événement précédent l'histoire américaine.

La ville de Détroit acculée à la faillite, un événement sans précédent dans l'histoire américaine. - Nicolaus Czarnecki 2010/ZUMA/REA

03 minutes

[Lucie Robequain](#) Le 18/05 à 14:27 Mis à jour à 16:24

Les régimes de retraites des fonctionnaires seraient sous-financés à hauteur de 3.850 milliards de dollars. Ils pourraient plonger le pays dans une nouvelle crise, à l'instar de celle des « subprimes » immobiliers.

La faillite de Détroit avait mis le problème en lumière, [celle de Porto Rico](#) n'a fait que le confirmer : les collectivités locales américaines (villes, Etats, etc) ont développé des régimes de retraite qui les obligent à s'endetter massivement -au risque de faire parfois banqueroute. Une poignée de villes s'avèrent déjà incapables de payer les pensions promises à leurs retraités. Certaines les amputent de plus de moitié, à l'instar de la petite commune californienne de Loyalton (lire ci-dessous). A défaut de s'attaquer directement à leurs fonctionnaires, d'autres font le choix de ne plus payer leurs factures. C'est le cas de l'Illinois qui affiche plus de 14 milliards de dollars d'impayés.

Les [fonds de pension](#) publics auraient besoin de 3.850 milliards de dollars supplémentaires pour honorer leurs engagements, à l'égard des retraités actuels mais aussi futurs, indique l'institut Hoover -un cercle de réflexion rattaché à l'Université de Stanford. Le « trou » se serait encore creusé de 434 milliards de dollars l'an dernier. « *C'est une bombe à retardement* », résume l'auteur du rapport, Joshua Rauh. « *Pourquoi cela ne fait-il pas la « Une » des journaux ? Comme pour la crise des subprimes, tout semble écrit d'avance. Et pourtant, on attend que la situation explose* », abonde Danielle DiMartino Booth, ancienne conseillère à la Réserve fédérale de Dallas.

Les agences de notation tirent la sonnette d'alarme

La situation est particulièrement préoccupante à la Nouvelle Orléans, Dallas, Philadelphie et Chicago. Le problème se retrouve aussi à l'échelle des Etats, notamment ces bastions industriels qui comptent de moins en moins de salariés cotisant (Illinois, Kentucky, New Jersey, etc). Le sous-financement des fonds de pensions est en fait généralisé : l'institut Hoover, qui a épluché 650 systèmes de retraites aux quatre coins du pays, estime qu'il n'existe aucune ville ni Etat affichant un régime à l'équilibre !

- [Les agences de notation](#) , qui avaient été tenues partiellement responsables de la crise de 2008, ont commencé à tirer la sonnette d'alarme : elles ont baissé la note de plusieurs collectivités à risques, parmi lesquelles le New Jersey, Chicago, Houston et Dallas.

Comment les collectivités locales ont-elles pu en arriver là ? Le vieillissement de la population et l'augmentation de l'espérance de vie ne constituent qu'une partie de l'explication. Engagée dans les années 90, la libéralisation des régimes de retraite a également beaucoup joué : les collectivités locales se sont alors prêtées à des investissements de plus en plus risqués ([hedge funds](#), etc). Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les obligations, par nature non-risquées, représentaient 96% de leurs investissements dans les années 50. Ce taux est tombé à

50% dans les années 90... et à 27% aujourd'hui, indique la Réserve fédérale.

Les fonds de pension piégés par des taux d'intérêt bas

Les élus locaux ont pris ce risque dans l'espoir de faire fructifier leur argent. Ils ont construit leur budget « retraites » sur l'hypothèse que leurs placements croîtraient de 7,5% par an. Un calcul extrêmement optimiste quant on sait que leur rendement ne dépasse pas 2,5% aujourd'hui ! Les fonds de pension ont d'autant plus de mal à gagner de l'argent que les taux d'intérêt sont au plus bas. Les élus locaux ont ainsi tendance à minorer le problème : le taux de rendement de 7,5% leur permet d'afficher un « trou » global de 1.380 milliards de dollars (voir graphique ci-dessus). Mais en retenant le taux plus réaliste de 2,5%, celui-ci se révèle presque trois fois supérieur (3.850 milliards de dollars).

Fermer les yeux sur l'ampleur du problème permet de reporter à plus tard les décisions douloureuses (réduction des services publics, hausses d'impôts, réduction des pensions, etc). A charge aux futurs responsables politiques de gérer, peut-être, l'arrivée d'une nouvelle catastrophe.

Lucie Robequain